Sources

Base Non-salariés

La source principale utilisée dans cet ouvrage est la **base Non-salariés (BNS)** produite par l'Insee, qui fournit chaque année des données sur les non-salariés, y compris micro-entrepreneurs mais hors aides familiaux.

La BNS est issue de deux sources administratives gérées par :

- la caisse nationale de l'Urssaf (Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales), ex-Accoss, qui recouvre les cotisations sociales et la CSG-CRDS assises sur les revenus des non-salariés non agricoles ;
- la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole (CCMSA), qui collecte les cotisations sociales et la CSG-CRDS assises sur les revenus des non-salariés agricoles.

La base Non-salariés permet de connaître l'emploi et les revenus des non-salariés depuis 2006. Appariée aux données de la **base Tous salariés (BTS)**, désormais principalement fondée sur les Déclarations sociales nominatives (DSN), elle fournit également des informations sur le cumul d'activités salariée et non salariée (pluriactivité). Elle est mobilisée dans la vue d'ensemble, dans l'éclairage 3 « Le nombre de non-salariés dans les secteurs culturels a presque triplé en 15 ans » ainsi que dans les fiches (à l'exception des fiches 1.8 à 1.11 et 1.14).

Enquête Emploi, enquête Histoire de vie et Patrimoine (Insee) et enquête Conditions de travail (Dares)

Même si leur objet principal ne consiste pas à étudier spécifiquement cette sous-population, l'**enquête Emploi** et l'**enquête Histoire de vie et Patrimoine** de l'Insee ainsi que l'**enquête Conditions de travail** de la Dares (service statistique du ministère chargé du travail) fournissent de l'information sur les travailleurs indépendants. Dans ces enquêtes, il s'agit des personnes ayant déclaré exercer leur profession principale en tant qu'indépendant, à leur compte ou comme dirigeant salarié. Les fiches 1.8 « Conditions de travail des indépendants », 1.9 « Durée de travail des indépendants », 1.10 « Patrimoine des ménages indépendants » et 1.14 « Travailleurs indépendants en Europe » utilisent cette définition de l'emploi indépendant, ainsi que l'éclairage « En 2022, 7 % des jeunes entrants sur le marché du travail sont à leur compte » et le dossier « En moyenne entre 2021 et 2023, l'activité de 12 % des indépendants est de fait dépendante d'un seul partenaire économique ».

- L'enquête sur l'emploi, le chômage et l'inactivité de l'Insee, dite **enquête Emploi**, vise à observer de manière à la fois structurelle et conjoncturelle la situation des personnes sur le marché du travail. Elle correspond à l'enquête sur les forces de travail (EFT) qui est la déclinaison française de l'enquête « *Labour Force Survey* » (LFS) définie au niveau européen. Il s'agit de la seule source statistique fournissant une mesure des concepts d'emploi, de chômage et d'inactivité tels qu'ils sont définis au sens du Bureau international du travail (BIT), ce qui autorise des comparaisons entre tous les pays.

L'Insee réalise cette enquête auprès d'un échantillon représentatif de 80 000 logements ordinaires chaque trimestre en interrogeant tous les occupants du logement âgés de 15 ans ou plus (90 000 personnes de 15 ans ou plus répondantes par trimestre). Les personnes résidant en logements collectifs (foyers, hôpitaux, prisons, etc.) ne sont pas dans le champ de l'enquête. La première interrogation est réalisée en face-à-face ; les interrogations suivantes par internet ou téléphone. Les personnes enquêtées décrivent précisément leur situation sur le marché du travail à travers de nombreuses questions factuelles qui permettent de déterminer si elles sont en emploi, au chômage ou inactives au sens du BIT. Toutes ces questions se rapportent à une semaine donnée, dite « semaine de référence », précédant de peu l'interrogation. Ces semaines sont réparties uniformément sur l'année. L'enquête Emploi est un panel rotatif, c'est-à-dire que chaque logement entrant dans l'enquête est enquêté six trimestres de suite.

L'enquête Emploi permet notamment de mesurer le taux d'emploi. Elle fournit également des informations sur les caractéristiques des personnes en emploi (âge, sexe, niveau de diplôme, situation de handicap, etc.) et de l'emploi qu'elles occupent (type de contrat de travail, temps de travail, catégorie socioprofessionnelle, etc.), ainsi que des indicateurs de sous-emploi (personnes qui travaillent involontairement moins que ce qu'elles souhaitent, principalement des personnes travaillant à temps partiel mais souhaitant travailler davantage).

L'enquête Emploi est mobilisée dans les fiches 1.9 « Durée de travail des indépendants » et 1.14 « Travailleurs indépendants en Europe », ainsi que dans l'éclairage « En 2022, 7 % des jeunes entrants sur le marché du travail sont à leur compte » et le dossier « En moyenne entre 2021 et 2023, l'activité de 12 % des indépendants est de fait dépendante d'un seul partenaire économique ».

- Depuis 1986, l'Insee réalise tous les trois à six ans une enquête visant à décrire le patrimoine des ménages, dénommée **enquête Histoire de vie et Patrimoine (HVP)** depuis 2017. L'enquête 2020-2021 s'est déroulée entre octobre 2020 et mars 2021, en France hors Mayotte, auprès d'un échantillon de 10 250 ménages répondants. Elle est réalisée en partenariat avec la Banque de France et s'inscrit dans un cadre européen (dispositif *Household Finance and Consumption Survey*, HFCS).

L'enquête HVP porte sur toutes les dimensions du patrimoine (financier, immobilier, professionnel, résiduel, endettement). Elle rassemble également des informations biographiques sur le ménage pour mieux comprendre comment s'est constitué le patrimoine (cycle d'activité professionnelle, héritages, donations, situation patrimoniale des parents, etc.). Depuis 2014, certains individus sont interrogés plusieurs fois, dans le cadre d'un panel rotatif avec des entrants à chaque vague.

L'enquête Histoire de vie et Patrimoine est mobilisée dans la fiche 1.10 « Patrimoine des ménages indépendants ».

- L'**enquête Conditions de travail** de la Dares vise à cerner au plus près le travail tel qu'il est perçu par les travailleurs, salariés ou non. L'enquête est réalisée à domicile et chaque actif en emploi du ménage répond personnellement. Les questions posées ne renvoient ni à des mesures objectives (cotation de postes ou analyses ergonomiques), ni à des questions d'opinion sur le travail, mais à une description concrète du travail, de son organisation et de ses conditions, selon divers angles : les marges de manœuvre, la coopération, les rythmes de travail, les efforts physiques ou les risques encourus. Depuis l'édition 2013, un ensemble de questions consacrées aux risques psychosociaux au travail est posé en complément de questions déjà présentes sur la charge mentale. L'enquête cherche en effet à aborder l'ensemble des dimensions préconisées par le collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail qui, dans son rapport final publié en avril 2011, propose un grand nombre d'indicateurs organisés en six dimensions : intensité du travail et temps de travail, exigences émotionnelles, autonomie, rapports sociaux au travail, conflits de valeur et insécurité de la situation de travail. Après une enquête de 2019 un peu plus détaillée sur les contraintes physiques et les usages du numérique, la nouvelle édition 2024-2025, dont les résultats seront disponibles en 2026, comporte un focus plus marqué sur les risques psychosociaux, comme l'édition de 2016.

L'enquête Conditions de travail est mobilisée dans la fiche 1.8 « Conditions de travail des indépendants ».

Échantillon interrégimes de retraités (EIR)

L'**Échantillon interrégimes de retraités (EIR)**, élaboré par la Drees (service statistique du ministère chargé des solidarités et de la santé), est un panel qui permet d'observer l'évolution du nombre et de la composition des retraités, de décrire les conditions de départ à la retraite et de reconstituer le montant moyen de pension par retraité tous régimes. La pension de retraite versée à un individu peut provenir de plusieurs régimes de retraite différents s'il a changé de régime en cours de carrière (par exemple s'il a été salarié puis a exercé une profession libérale). En outre, une personne peut bénéficier

de droits directs et/ou de droits dérivés. L'EIR permet de reconstituer le montant de la retraite globale pour un échantillon anonyme d'individus, en rapprochant les données des différents régimes français légalement obligatoires. L'EIR collecte également des éléments détaillés de calcul du montant de pension : nombre de trimestres validés, taux et circonstances de liquidation (dates de liquidation, notamment), décote et surcote éventuelle, etc.

L'EIR est mobilisé dans la fiche 1.11 « Pensions de retraite des non-salariés ».

Base Tous salariés

Les salaires annuels et les effectifs des dirigeants salariés sont principalement issus de la **base Tous salariés (BTS)**.

Les BTS sont des fichiers statistiques annuels de données individuelles sur l'ensemble des salariés, produites à partir de déclarations administratives de leurs employeurs. À chaque millésime annuel « N » correspond une BTS qui comprend des informations sur l'année « N » et l'année « N-1 ». Ces bases renseignent sur le type d'emploi et de rémunération perçue pour chaque salarié. Pour l'Insee, les BTS permettent donc de produire des statistiques structurelles sur les salaires et l'emploi.

Le champ de diffusion inclut les salariés du secteur privé et des entreprises publiques, ceux des trois fonctions publiques, ainsi que ceux des particuliers employeurs. Plusieurs sources sont mobilisées pour constituer chacun de ces trois champs.

Sur le champ privé, les salaires annuels et les effectifs sont principalement issus des déclarations sociales nominatives (DSN) que l'Insee retraite et qui, depuis 2016, se sont substituées progressivement aux déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Sur le champ public, à partir de 2022, les données proviennent principalement de la DSN. Pour les années précédentes, les données provenaient de différentes sources et étaient traitées par le Système d'Information sur les Agents du Service Public (SIASP), principalement alimenté par les fichiers mensuels de paie pour les agents relevant de la fonction publique de l'État (FPE), par le recensement des agents de l'État (RAE) pour les militaires des armées, et par les déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour les autres agents.

Sur le champ des particuliers employeurs, sont exploitées les déclarations de salaires dans le cadre des dispositifs suivants : Chèque Emploi Service Universel (Cesu), Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE) et Déclaration Nominative Simplifiée (DNS).